

APPEL A CONTRIBUTION : « Colonialité du pouvoir » en circulation/en exercice dans les espaces francophones – Réseau/Revue d'Etudes Decoloniales (RED)

Compte tenu des contextes politiques et sociaux nationaux et internationaux, la RED a choisi de s'adresser pour ce numéro aux militants comme aux universitaires, au citoyen engagé ponctuellement dans une lutte comme au « professionnel » du combat.

Nous voulons montrer comment circule la « colonialité du pouvoir » entre la France et les anciennes colonies, entre la France et l'Outre-mer, mais aussi à l'intérieur même de l'Hexagone.

Pour cela, nous partons des idées suivantes :

50 ans après la décolonisation, la « colonialité du pouvoir » — autrement dit, ce système de hiérarchisation de la société qui a pour pivot la « race »- continue de structurer les pratiques étatiques et les imaginaires des anciennes métropoles, qu'il s'agisse de leur façon d'administrer leurs populations ou du rapport qu'elles entretiennent avec leurs anciennes colonies.

- Dans l'Hexagone, les populations d'origine coloniale, les enfants de l'immigration, souffrent de traitements discriminatoires, pour ce qui est de leur accès à l'emploi ou du plein exercice de leurs droits ; la répression frappant toujours plus et plus durement Noirs et Arabes.

La gestion française des conflits sociaux fait apparaître des méthodes testées pendant la période coloniale, comme l'ont récemment démontré les pratiques de la police française (lors de Nuit debout, pendant le mouvement des Gilets Jaunes, avec les jeunes de Mantes la Jolie, etc.) La particularité étant l'extension de ces méthodes, jusque là réservées aux groupes racisés, à toute la population.

Quant à ceux qui dénoncent cet état de fait, ils sont assimilés à des individus dangereux pour la nation par les forces réactionnaires traditionnelles, mais aussi par tout un éventail de politiques, intellectuels et personnalités médiatiques qui vont jusqu'à leur reprocher, comme en témoigne récemment « l'appel des 80 intellectuels »¹, de mettre en danger les fondements mêmes de la république.

Pointer le néocolonialisme de la politique française en Afrique relève de l'évidence. Or, s'il est difficile de nier la continuité coloniale des interventions militaires et économiques de la France en Afrique, certaines institutions, comme la Francophonie ou les agences françaises de développement, sont rarement questionnées. Cette coopération internationale, qui rassemble une aire culturelle francophone, n'est pourtant pas si neutre. En fait, pour l'ancienne puissance colonisatrice, elle est aussi le

¹https://www.lepoint.fr/politique/le-decolonialisme-une-strategie-hegemonique-l-appel-de-80-intellectuels-28-11-2018-2275104_20.php

moyen géopolitique et stratégique de maintenir une influence et une présence dans de nombreux pays sous couvert d'aide à la recherche scientifique.

En Afrique, nous pouvons mentionner son emprise sur les recherches scientifiques à mener (au travers le financement de certaines études orientées sur des thèmes particuliers), sur les rapports au culturel (francocentrisme), sur les démocratisations, sur les chemins du développement (voir le rôle du franc CFA). Par ailleurs, la constitution, valorisation et instrumentalisation d'une élite africaine francophile relèvent d'une inspiration coloniale. En effet, la fabrication de cette « élite » a été encouragée par des stratégies coloniales d'éducation et de domestication, des différenciations et hiérarchisations qui ont abouti à des catégories telles que celles des « évolués ». Ce terme est d'ailleurs encore employé dans certaines sociétés africaines pour désigner des anciennes/nouvelles générations d'intellectuels africains ayant eu l'expérience de formation occidentale et au même temps par certains intellectuels africains ayant vécu l'expérience coloniale pour se différencier des Autres. Or, comme on peut le percevoir, ce terme concentre des aspects contemporains de « la colonialité du pouvoir ».

Concernant les territoires d'outre-mer, les exemples ne manquent pas, depuis des décennies, de traitement discriminatoires, d'abandon, dont sont victimes les populations locales, qui ne jouissent pas des mêmes droits ni du même niveau de vie que les autres citoyens français.

Sans compter la violence d'une « colonialité à la française » qui s'exerce dans les POM et les DOM-ROM. Ainsi, pour ne citer qu'eux, l'épisode sanglant qui a endeuillé la Nouvelle-Calédonie à la fin du 20e siècle ; les événements de Guadeloupe il y a 10 ans ; de Mayotte l'an dernier ou, récemment, en Guyane.

Ce numéro 4 se veut une contribution à la lutte actuelle des antiracistes de tous ces pays et à la compréhension du rôle essentiel de la « colonialité du pouvoir » dans les pratiques des gouvernements modernes.

Nous appelons à produire des contributions portant notamment sur :

- La Francophonie, instrument au service du contrôle français.
- La gestion des populations françaises sur le modèle colonial (armes, méthodes, modèles de la police, formes de répression, restriction des libertés).
- L'apparition d'une nouvelle ligne abyssale sur le territoire français, visible par exemple dans l'extension du terme « radicalisation », lui-même ancré dans une épistémè raciste.
- La politique migratoire française.
- Le référendum calédonien et l'invisibilisation des résistances en Nouvelle Calédonie et dans les autres POM et DOM-ROM.
- La « colonialité du pouvoir » dans les sciences sociales africaines.

- La gestion des populations africaines en Afrique sur le modèle colonial français (violence, répression, châtement, manipulations).
- Les pratiques scolaires discriminantes dans l'éducation nationale à Mayotte.
- La dimension « décoloniale » du mouvement des gilets jaunes à la Réunion ou ailleurs.
- Le rapport entre l'État français et les autochtones pour ce qui est de la question extractiviste en Guyane.

A noter que nous ne publions pas seulement des articles de type universitaire, mais également des dossiers, des lettres, interviews, débats, vidéos, audios, etc.

Dans le cadre de la pluralité des langues à laquelle nous aspirons, militant pour une traduction interculturelle et contre l'épistémicide ambiant, les contributions bilingues (français-créole, français-wolof, français-kanak, etc.) sont particulièrement bienvenues.

Calendrier

Les propositions d'articles (un résumé de 20 lignes) doivent être envoyées à admin@reseaudocolonial.org avant le 30 avril 2019.

Comité organisateur:

Claude Bourguignon Rougier

Sebastien Lefèvre

Paul Mvengou Cruz Merino

Laura Nguyen

Hamissou Rhissa Achaffert

Maria Thedim-Goirand